

DREAL Hauts-de-France
Céline KRAWCZYK
Inspectrice de l'environnement
UD du Hainaut - Équipe V4
ZA de l'Aérodrome – BP 40137
59303 VALENCIENNES CEDEX

Objet : Réponse au dossier CK/DT V4 2019-016

Crespin, le 23 Avril 2019

Madame KRAWCZYK,

Veillez trouver ci-dessous nos éléments de réponses à votre mail du 5 Avril 2019, faisant suite à votre visite du 26 Octobre 2018.

Nous avons répondu à l'ensemble de vos remarques. Nous avons également dans certaines remarques ré-expliqué le déroulement du sinistre.

Non-conformité Majeure :

1. ***L'exploitant n'a pas notifié l'incendie survenu sur son site le 18/10/2018 :***
Nous avons pris en compte votre demande et nous allons mettre à jour nos procédures afin que ce dysfonctionnement ne se reproduise plus.
Vous trouverez ci-joint la procédure d'alerte générale mise à jour **Annexe N°1**
2. ***Au moment de l'incendie qui a eu lieu le 18/10/2018, le site ne disposait pas d'une capacité de rétention des eaux de ruissellement générées lors de l'extinction de cet incendie. Les eaux d'extinction d'incendie potentiellement polluées ont été déversées dans le réseau public d'eaux pluviales :***
Suite à l'intervention des pompiers à 5h05 du matin, nos équipes sont arrivées sur site à 5h45. Pour rappel, ils ont obturé le réseau à l'aide d'un obturateur manuel aux alentours de 6h00. (Voir mode opératoire **Annexe N°2**).
Pour rappel, nous n'avons pas colmaté le débourbeur mais avons obturé le réseau en sortie de débourbeur.

Nous avons validé avec Mr LIENART, responsable de centre de NOREADE Le Quesnoy, que lors d'un rejet accidentel des eaux d'extinction incendie dans le réseau public, cela ne pose pas de problème au niveau de la STEP en charge de notre réseau d'eaux usées.

Les conditions à respecter :

- Pas d'eau avec additif. Concernant ce type de feux, le commandant DUBUSSE nous a confirmé qu'il n'utilisait pas d'eau avec additif.
- Passage des eaux dans un débourbeur déshuileur.

L'ensemble de notre réseau sera contrôlé par NOREADE lors de **l'installation de notre poteau incendie**. (Voir devis validé en **Annexe N°3**)

Nous avons également validé avec le commandant DUBUSSE, Chef du service Prévision du Groupement 4 que ce type de feu ne nécessitait pas d'additif afin de respecter les recommandations de NOREADE en cas d'incident.

3. ***L'exploitant n'a pas été en mesure de transmettre les derniers rapports de visite relatifs aux contrôles périodiques concernant ses installations soumises à déclaration au titre des rubriques 2710-2 et 2716 de la nomenclature ICPE :***

En effet, nous n'étions pas en mesure de vous transmettre le rapport de visite relatifs aux contrôles périodique concernant les installations citées.

Nous avons récupéré le rapport d'audit initial non réglementaire réalisé par ENTIME, vous le trouverez ci-joint en **Annexe N°4**.

Vous trouverez en **Annexe N°5** le devis validé pour le nouveau rapport de contrôle périodique relatif à notre installation avec l'intégration de la Rubrique 2710-1. Ce rapport relatif aux contrôles périodiques a démarré le 17 Avril 2019.

Non-conformité Mineure :

4. ***L'exploitant n'a pas suffisamment analysé, dans son rapport d'accident transmis le 06/11/2018, les conséquences de l'incendie du 18/10/2018 et ne propose aucune mesure corrective ou compensatoire de ce point de vue, ce qui est contraire à l'article R 512-69 du code de l'environnement :***

Dans la continuité de l'analyse suite à l'incendie nous allons réaliser des mesures correctives afin d'agir au mieux pour lutter contre les sinistres :

- Mise en place d'un poteau incendie à l'intérieur du site METALTECH.
- Réalisation d'une analyse de notre produit entrant en cas d'incendie avec analyse des fumées suite à combustion de celui-ci
- Mise en place d'une motopompe afin de créer une défense incendie interne en réalisant un pompage des eaux de toiture stockées dans une cuve de 30m3.
- Mise en place d'une alarme Incendie à l'intérieur du Bâtiment
- Mise en place de caméras thermiques à l'extérieur du bâtiment afin de surveiller en permanence les montées en température des différentes matières facilement inflammables. Ces caméras seront reliées à l'alarme incendie.
- Réorientation et/ou rajout de caméras afin d'augmenter notre contrôle sécurité à l'abord du site.

Ces mesures correctives seront mises en place dans les 6 mois suivant ce courrier afin de lisser l'ensemble des dépenses.

Actions	Coût estimatif ou réel	Deadline
Mise en place d'un compteur pour notre poteau incendie Noreade	13 369,00 €	31/07/2019
Mise en place d'un poteau incendie	15 645,00 €	31/07/2019
Mise en place d'une alarme incendie à l'intérieur du Bâtiment	15 000,00 €	30/09/2019
Mise en place de 2 caméras thermiques	5 708,00 €	30/09/2019
Mise en place d'une motopompe	20 000,00 €	31/05/2019
Mise à jour de la sécurisation du site	11 788,00 €	30/09/2019

5. Une dizaine de moteurs sont stockés sans rétention. Des fuites d'huile de moteur ont été constatées au droit de ce stockage :

Vous avez pu constater lors de votre passage au sein de notre établissement des moteurs stockés sur palette sur une dalle béton étanche relié directement au réseau du débourbeur déshuileur. Nous avons mis de l'absorbant à l'apparition de cette fuite et suite à votre remarque, avons mis en place une benne étanche afin de stocker ces moteurs.



Multi-Benne 10m3 mise en place pour le stockage des moteurs

6. Le dispositif d'obturation des réseaux d'évacuation des eaux de ruissellement ne fait l'objet d'aucune signalisation sur site (Emplacement de la canalisation à obturer)

En effet, la canalisation à obturer ne fait pas l'objet d'une signalisation à l'extérieur. Cependant, la signalisation de ce réseau est indiquée dans le mode opératoire. Voir **Annexe N°2**

Suite à votre remarque, nous allons procéder à la mise en place d'un affichage extérieur indiquant cette canalisation.

Nous allons également mettre en place un coffre à proximité de la canalisation où sera situé l'obturateur manuel ainsi que la procédure à respecter. La mise en place de ce coffre nous permettra d'agir plus rapidement mais également de ne pas prendre de risque en cas d'incident à l'intérieur du bâtiment.

7. Le site ne dispose d'aucune procédure d'information préalable :

Nous avons installé un nouveau logiciel en collaboration avec la société CAKTUS. Ce logiciel permettra l'élaboration de F.I.D qui sera transmise directement au producteur du déchet. La F.I.D sera remplie et validée par le producteur du déchet et elle nous sera renvoyée signée.

Vous trouverez en **Annexe N°6** un exemple de F.I.D

8. ***Le site ne dispose d'aucune procédure d'admission :***

Nous allons également à l'aide du logiciel réaliser des CAP permettant l'acceptation du déchet sur notre site. Ces CAP seront renvoyés au producteur du déchet attestant la prise en charge de ses déchets sur notre site de traitement.

Pour la procédure d'admission :

- Les camions sont contrôlés visuellement à l'entrée par caméra et en cas de doute, un contrôle visuel plus accru est effectué.
- Un contrôle de détection de la radioactivité est effectué lors du passage en bascule du camion.
- Les chauffeurs indiquent via un interphone la marchandise à livrer ou à recharger.
- Nous vérifierons l'existence d'une information préalable ou d'un certificat d'acceptation préalable en conformité et en cours de validité
- Nous vérifierons, le cas échéant, les documents requis par le règlement (CE) n° 1013/2006 du Parlement européen et du Conseil du 14 juin 2006 concernant les transferts de déchets
- Un feu se met au vert autorisant l'accès au chauffeur afin de vider sa marchandise ou afin de se préparer au chargement.
- Le chauffeur s'inscrit sur un classeur d'accueil, lorsque que le chauffeur signe le classeur il s'engage à respecter l'ensemble des consignes sécurité et environnement du site. Ces consignes sont issues du protocole de chargement déchargement.
- Une fois le chargement / déchargement terminé le chauffeur repart avec un bon de réception ou d'expédition indiquant :
 - Le type de matière
 - Le client ou Fournisseur
 - Les plaques d'immatriculation
 - Le transporteur

Observations :

1. ***Il n'est prévu aucun dispositif avec alarme en cas d'incendie (en particulier en l'absence de personnel sur le site). Le schéma d'alerte prévu par l'exploitant ne tient pas en compte les périodes où le personnel est absent, et n'a donc pas été mise en œuvre lors de l'incendie du 18/10/2018 :***

Le schéma d'alerte sera remis à jour avant septembre 2019. Ce schéma sera une base essentielle de notre programme de management ISO 14001.

Une alarme va être installée dans l'optique de contrôler l'ensemble du site en cas d'incendie jour et nuit. Le site sera équipé de détecteur à l'intérieur des bâtiments et de caméra thermique en extérieur. Nous étudions la possibilité de mettre en place une télésurveillance, vous trouverez en **Annexe N°7** un devis concernant la télésurveillance ainsi qu'une nouvelle implantation de caméras thermiques pour la détection intrusion, ainsi que thermographique pour les départs de feu accidentels et combustions spontanées.

Lorsque le poteau incendie sera mis en place, nous réaliserons un test en collaboration avec le SDIS. Ce test incendie sera réalisé une fois par an afin de former et de suivre l'évolution de nos équipes dans la défense incendie.

De plus, nous avons réalisé un rendez-vous avec le commandant DUBUSSE Chef du service Prévision du Groupement 4, le 6 Septembre 2018. Nous lui avons donné une liste de personnes à prévenir en cas d'incendie ainsi que la marche à suivre pour les interventions au sein du site, notamment la typologie des déchets stockés sur site, l'accès pompier et le type de clefs à utiliser afin d'ouvrir nos portails manuellement. Il a également réalisé un tour de site afin de donner un avis sur notre installation. Le commandant DUBUSSE a pu étudier en détail notre bâtiment afin de nous référencer dans leur base de données.

Lors de l'incendie du 18/10/2019, la chaîne d'alerte n'a pas été respectée puisque nous n'avons eu aucun appel téléphonique de la part des pompiers. Nous lui en avons fait part afin d'éviter que cela ne se reproduise.

Dans le but de faciliter l'arrivée des secours au sein du site, nous allons mettre en place un plan d'intervention qui sera soumis et validé par le commandant DUBUSSE, suite au test incendie que nous réaliserons avec le SDIS. Ce plan d'intervention sera affiché en extérieur.

2. ***Il serait opportun que l'exploitant interroge sa gestion de la sûreté sur le site (La clôture est-elle suffisante ? Les caméras de surveillance sont-elles adaptées) :***

Depuis l'incendie du 18 Octobre 2019, nous nous interrogeons sur la sûreté de notre site. Nous avons actuellement neuf caméras, des détecteurs de mouvement ainsi que des détecteurs d'intrusion aux portes de notre bâtiment. Nous sommes en cours d'analyse de différents devis mais nous analysons également la possibilité de modifier les champs de vision de nos caméras afin de capter au mieux les possible intrusions.

3. Il est demandé à l'exploitant de justifier du dimensionnement de la capacité de confinement du site et de démontrer que celle-ci est suffisante :

Le dimensionnement a été effectué par nos soins et nous vous avons répondu par e-mail le 6 Novembre 2018. Ce dimensionnement sera ré-actualisé avec l'intervention du bureau d'étude Entime dans le cadre du contrôle réglementaire.

4. Le premier contrôle périodique concernant les installations soumises à déclaration au titre de la rubrique 2710-1 est à faire dans les 6 mois suivant le 12/11/2018 :

Ce contrôle périodique sera effectué par le bureau d'étude Entime.
Démarrage du contrôle le 17 Avril 2019.

Nous restons à votre disposition pour toutes informations complémentaires.

Veuillez agréer, Madame, l'expression de nos salutations distinguées

LAVARDE Cédric
Co-Gérant

MOUY Kevin
Resp. De site